



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación

<http://www.ei-ie.org>

RÉGION EUROPÉENNE
- CSEE

Présidente

Christine BLOWER

Vice-Président(e)s

Odile CORDELIER
Walter DRESSCHER
Paula ENGWALL
Andreas KELLER
Galina MERKULOVA
Branimir STRUKELJ



5, Bd du Roi Albert II, 9e
1210 Bruxelles, Belgique
Tél : +32 2 224 06 91/92
Fax : +32 2 224 06 94
secretariat@csee-etuce.org
<http://www.csee-etuce.org>

Directeur européen

Martin RØMER

Trésorier

Mike JENNINGS

CSEE

**Comité syndical européen de l'éducation
Région européenne de l'IE**

**Table ronde des PECO — Bucarest, Roumanie
19-21 octobre 2015**

A la lumière des résolutions adoptées à la [Conférence spéciale du CSEE](#), réunie à Vienne en 2014, notamment la résolution [Façonner la profession enseignante au 21^e siècle](#) et la résolution [Impact des politiques néolibérales sur l'éducation](#), et en regard des résolutions adoptées par le [Congrès mondial de l'IE à Ottawa en 2015](#) et de son initiative *Réponse mondiale à la commercialisation et à la privatisation de/au sein de l'éducation*,

Déclare ce qui suit :

- **L'éducation est un droit humain fondamental, ainsi que la condition majeure indispensable à l'édification d'une société où règnent la paix et la justice sociale**, fondée sur la compréhension et le respect d'autrui. C'est la raison pour laquelle l'éducation joue un rôle important dans la prévention de la violence et des conflits, de même que dans la promotion de la compréhension mutuelle entre tous les peuples. Les PECO sont, aujourd'hui encore, confrontés à des défis résultant de leur histoire commune et déploient, à ce titre, des efforts considérables pour garantir que leur éducation soit durable, inclusive, accessible et offerte à tous de manière équitable.
- **Dans les PECO, le personnel de l'éducation et leurs syndicats ont la responsabilité majeure de mener des actions pour promouvoir l'égalité** et lutter contre les inégalités au sein de l'éducation, notamment celles fondées sur l'identité ethnique, religieuse et nationale. Cette lutte s'avère d'autant plus pertinente lorsqu'il s'agit des populations les plus vulnérables, défavorisées et marginalisées, filles ou garçons, les Roms, les LGBT, les réfugiés, les migrants ou encore les personnes ayant des besoins spéciaux.
- Il importe de garantir que **l'investissement public réalisé par les PECO dans l'éducation soit suffisant, prévisible et durable** afin de pouvoir offrir à chaque citoyen un accès équitable à un cycle d'éducation complet et de qualité, diminuer ainsi le niveau des inégalités et permettre aux plus démunis de s'extraire de la pauvreté.
- Dans plusieurs PECO, le besoin de réformer les systèmes d'éducation nationaux est antérieur à la crise économique. Toutefois, **les mesures de réforme récemment mises en œuvre, alignées sur le modèle néolibéral et motivées par la nécessité d'assainir les finances publiques**, pèsent de plus en plus lourdement sur les enseignants et le personnel de l'éducation en général.
- Nombreux sont les PECO où les **nouvelles tendances à la privatisation** - en particulier dans les secteurs de la petite enfance et de l'enseignement supérieur - compromettent l'accès à l'enseignement et à la scolarisation, violant ce droit humain qu'est l'éducation, considérée dès lors comme une marchandise et non plus comme un bien public.

- Les nombreuses années de crise économique qu’ont connues les PECO ont eu des conséquences dramatiques sur les employés de l’éducation, leurs salaires, leurs conditions de travail et leur statut, ainsi que sur le recrutement et la rétention d’effectifs qualifiés. **L’efficacité du dialogue social et la pertinence de la négociation collective constituent deux facteurs essentiels permettant de garantir une éducation de haute qualité** et d’offrir aux employés de l’éducation des salaires équitables, des conditions de travail décentes, une protection sociale appropriée, une formation initiale et continue de haute qualité, des outils professionnels de qualité, ainsi que des environnements pédagogiques sains et sûrs. **Les gouvernements ne doivent pas uniquement consulter les syndicats d’enseignants avant une réforme, il importe également de tenir pleinement compte de leurs points de vue au travers d’un dialogue social efficace.**
- Les syndicats d’enseignants basés dans les PECO continuent de s’opposer solidairement **à toute tentative de renier leur légitimité et de les écarter des débats** portant sur les questions professionnelles qui concernent les enseignants, au profit d’associations à la solde du gouvernement prétendant représenter le personnel enseignant, alors qu’elles ne respectent aucune procédure démocratique en matière de représentation.
- Les PECO ont réussi à **moderniser leurs systèmes d’éducation**, grâce à une utilisation croissante des TIC dans l’enseignement. A cet égard, les syndicats d’enseignants devraient être reconnus comme des partenaires sociaux essentiels, capables de créer une vision politique dans ce domaine et de renforcer les attentes en matière d’utilisation des TIC dans les institutions d’éducation. Il est clair que les nouvelles technologies doivent être utilisées à titre complémentaire et non remplacer l’enseignement dispensé en classe.

Réaffirme les engagements suivants pris par les syndicats d’enseignants dans les PECO :

- Appeler à l’instauration d’une éducation accessible à tous et financée par des fonds publics, promouvoir un système fiscal équitable et dénoncer la responsabilité des prestataires privés dans le financement, le déploiement et la gestion d’institutions/services d’éducation accentuant les discriminations, le morcellement social et les inégalités.
- Continuer à participer aux initiatives visant à améliorer le dialogue social et la négociation collective au niveau national, régional et local, afin de pouvoir garantir une augmentation du financement de l’éducation, une hausse des salaires des enseignants, un accès égalitaire à une éducation de qualité pour tous, une amélioration du statut des enseignants et de l’image de leur profession aux yeux de la société.
- Renforcer la solidarité entre les syndicats d’enseignants de la région, ainsi que dans l’ensemble du mouvement syndical enseignant au niveau européen et mondial, au travers des actions lancées par le réseau CEENET, le CSEE et l’IE.
- Soutenir la présente déclaration dans les pays respectifs en sensibilisant les affiliés et en instituant un dialogue social efficace et constructif avec les autorités nationales : comme son nom l’indique, un dialogue social est un dialogue, et non un monologue.

- Apporter son soutien au CSEE afin de pouvoir défendre cette déclaration au niveau européen et établir un dialogue efficace et constructif avec l'Union européenne et le Conseil de l'Europe.
- Adopter une approche intra-nationale plutôt qu'une approche nationale individuelle pour mettre en œuvre la présente déclaration.
- Faire en sorte que le point de vue des organisations membres du CSEE dans les PECO soit pris en considération et défendu dans l'ensemble des instances décisionnelles du CSEE/IE.
- Soutenir l'initiative de l'IE *Réponse mondiale* afin de sensibiliser le public aux risques que représentent la commercialisation et la privatisation de/au sein de l'éducation pour la qualité de l'éducation publique et les intérêts de la société. Les syndicats d'enseignants dans les PECO se rallieront à cette importante initiative mondiale en participant au Plan stratégique complémentaire du CSEE destiné à appuyer l'initiative Réponse mondiale de l'IE - afin de bâtir un monde meilleur et plus démocratique pour tous.